

## **l'hydre bancaire**

« Ici, l'année dernière, il y avait un grand bistrot, aujourd'hui, c'est une nouvelle banque »! Chaque jour en France, depuis 1968, il s'est ouvert deux ou trois agences. Cette prolifération est le signe le plus visible de l'extraordinaire essor de l'activité bancaire. En 10 ans, ce que les banquiers appellent « leur production » a été multipliée par cinq.

**C**E que les banquiers appellent produire, c'est distribuer du crédit : à la fin de 1962, ils avaient accordé 76 milliards de crédits non remboursés, fin 72, ils en étaient à 400 milliards de crédits et en 1973 ce chiffre s'est gonflé encore de 16 % malgré un « encadrement » que bien peu respectent. Entre 1962 et 1972, le revenu national français n'a été multiplié que par trois, par conséquent le rapport entre dettes financières et produit national n'a cessé de grossir.

Aujourd'hui, la banque est présente partout, elle finance les installations de production, la constitution des stocks, la construction des logements et des bureaux, elle facilite les exportations, elle accélère la consommation (et donc la réalisation de la valeur de la production). Elle tient entre ses mains le sort de milliers d'entreprises industrielles, commerciales et agricoles. D'elle dépend souvent la décision de développer telle affaire ou au contraire de liquider une firme jugée non rentable, tous les salariés avec.

Les salariés eux-mêmes, pour leur équipement, leur logement et même leur possibilité d'embauche dépendent largement des banques. Finalement, celles-ci associées au patronat industriel déterminent le cadre dans lequel nous vivons. Le crédit est le nerf du capitalisme à son stade le plus avancé.

### **L'essor**

Cet essor prodigieux était nécessaire à la bourgeoisie bancaire pour qu'elle puisse rivaliser avec les bourgeoisies italienne, allemande, anglaise, voire américaine et l'Etat, qui l'a bien compris, a tout fait pour la favoriser.



Comme dans beaucoup de domaines, c'est à partir de 1965 qu'a eu lieu la restructuration du secteur financier. Elle est allée de pair avec les grandes opérations de concentration industrielle : pour financer le développement, les dirigeants de la bourgeoisie préconisent une intervention active de l'État : c'est l'État lui-même qui, avec le produit d'une partie des impôts et des emprunts doit financer à bas prix les équipements les plus lourds. La fraction libérale de la bourgeoisie est hostile à cette méthode qui déplace le centre de gravité des décisions et risque de trop « nationaliser » le capital. Cette méthode peut être bonne lorsqu'il y a un trop grand risque financier (sidérurgie, centrales nucléaires Concorde) mais le plus souvent possible il vaut mieux faire appel au marché financier très contrôlé par les banques et aux banques elles-mêmes pour financer les « **besoins** », que ce soit de logement, de téléphone, d'autoroutes ou d'installations industrielles et commerciales. Demain peut-être ce seront les hôpitaux voire les universités « **concurrentielles** » qui devront solliciter les prêts : dans la logique libérale, le capital financier est mieux apte que la bureaucratie administrative à déterminer quels sont les « **besoins** » qui méritent d'être financés. L'État doit laisser les coudées franches aux banques quel que soit leur statut (nationalisées ou privées).

Les réformes de 1966-1967 de Debré, puis de Giscard, ont débarrassé la machine bancaire

des vieilles entraves : plus de distinction nette entre banques de dépôts et banques d'affaires, plus de limitation à la création des guichets, plus de réglementation des taux d'intérêts sauf exceptions.

En même temps, une brillante phalange de hauts fonctionnaires a été catapultée à la direction des grandes banques avec mission d'adapter les « **vieilles maisons** » aux besoins du capitalisme moderne. Ils ont — sur ce point — dépassé les espoirs mis en eux. Le **Crédit Lyonnais**, la **BNP**, la **Société Générale**, gérées à peu près comme des établissements dits privés, sont devenues d'énormes banques d'affaires. De leur côté, les « **privées** » se sont regroupées et réorganisées. Derrière quelques chefs de file : **CCF**, **Suez**, **Parisbas**, **Worms**, et en étroite association avec les grandes sociétés d'assurances privées qui disposent d'énormes réserves de capital, se sont constitués quelques groupes très puissants qui, de plus, multiplient les filiales communes avec les nationalisées. Ensemble, ils président aux grandes opérations de financement du capital industriel, ils organisent les fusions, concentrations et restructurations; ils sont à l'origine de toutes les vastes opérations immobilières et de toutes les belles spéculations boursières. Ils ont fait de Paris une très importante plaque tournante pour les capitaux vagabonds, notamment les fameux euro-dollars; ils captent une partie des fonds arabes. Enfin, en développant leurs implantations dans le monde entier et en coopérant étroitement avec les banquiers de Londres, de Francfort, de Rome, de New York, ils ont rendu possible l'essor des firmes françaises sur les marchés étrangers et ils activent à vive allure l'internationalisation du grand capital d'origine française.

## les structures craquent

Pour jouer tous ces rôles, les banques ont dû recruter et s'équiper. C'est dans ce secteur que les effectifs ont le plus augmenté en dépit d'un énorme accroissement de la productivité du travail. Bénéficiant, surtout après 1969, de marges de profits élevés et de dispositions fiscales particulièrement avantageuses, les banques ont pu multiplier les agences pour se rapprocher du public, c'est-à-dire pour étendre leur emprise sur toute la population. Mais les vieilles structures internes ont vite craqué.

Alors est venu le temps de l'informatique et des bouleversements continus des méthodes et des installations. Alors l'employé de banque recruté souvent sur recommandation d'un cadre

supérieur, parent et caution du jeune homme ou de la jeune fille bien élevée, a fait place au salarié issu des couches populaires, travailleur enserré dans les bataillons des grands centraux, comptable et aussi agent involontaire du règne du capitalisme financier.

## le capital bancaire

Comme l'avait prévu Marx, dans le capitalisme avancé, capital industriel et capital prêté fusionnent dans le capitalisme financier dont les banques sont un rouage essentiel. Les banques, en effet, organisent le *dispatching* du capital libre, c'est-à-dire de l'argent qui vient de sortir du cycle de la production. Bien plus, elles sont en mesure de créer cet argent et de l'affecter aux secteurs d'activité qui leur paraissent les plus rentables. Le profit dégagé dans la production est ensuite partagé entre les capitalistes associés directement à sa mise en valeur (dans l'entreprise industrielle et aussi commerciale) et les capitalistes qui se sont contentés de prêter leur argent par le canal des banques et touchent un intérêt.

Ce mécanisme présente de très grands avantages. D'abord, cela donne au capital une beaucoup plus grande mobilité. Chaque jour les trésoreries disponibles des entreprises, mais aussi des « ménages » sont immédiatement utilisées par ceux qui ont des besoins. Surtout une large partie des profits peut être placée dans des secteurs tout à fait différents de ceux qui l'ont produite — elle peut aussi être investie dans d'autres pays.

La grande banque est capable — grâce à ses tentacules — de collecter aussi bien les grosses fortunes que les toutes petites économies, d'en faire un paquet et de l'affecter d'un bloc pour monter de grosses opérations comme les grands ensembles de bureaux (la tour Maine-Montparnasse) ou les vastes conglomérats industriels (Fos).

Enfin, dans la période actuelle, le développement du crédit joue un rôle essentiel pour dépasser les contradictions du capitalisme.

Devant le redoublement de la concurrence intercapitaliste, la grande bourgeoisie doit sans cesse accélérer les investissements pour accroître la productivité. Il lui faut accumuler toujours plus de capitaux, ce qui est d'ailleurs sa fonction. La masse du profit, quoiqu'en augmentation constante, ne permet plus de « rémunérer » tous les capitaux avancés dans la production au taux antérieur, le taux de profit moyen baisse.

Cela peut être combattu par une intensification

de l'exploitation des travailleurs, mais ceux-ci, surtout depuis 1968, se défendent; ils arrachent des hausses de salaires : alors, pour continuer à investir au même rythme, les entreprises doivent emprunter toujours plus. Cela convient tout à fait aux banquiers qui accélèrent leur « production »... de crédit. Une masse nouvelle d'argent est créée et jetée dans la production; cela déclenche une vaste inflation et les salaires nominaux peuvent continuer à monter, mais le système est — provisoirement — sauvé et cela de deux manières qui sont liées.

La part des salaires qui n'est pas dépensée tout de suite est saisie par les banques qui la mettent à la disposition du capital pour financer l'industrie ou la consommation, ou les logements créés par les promoteurs. Le travailleur qui a quelques francs « devant lui » les prête bien involontairement à son exploiteur.

D'autre part, ce prêt ne lui rapporte rien ou presque rien. Les taux d'intérêts servis aux petits déposants sont ou nuls (dépôts à vue) ou

de toute façon inférieurs à la montée des prix. Toutes les économies nouvelles servent à maintenir la valeur réelle et le pouvoir d'achat des économies anciennes. Mais alors, le problème du taux de profit peut être résolu : puisque dans l'ensemble du capital utilisé, une partie n'est pas réellement rémunéré. La masse des profits peut être répartie entre les gros détenteurs de capital, ceux qui investissent directement, contrôlent les entreprises ou sont assez riches pour obtenir l'indexation de leurs prêts. Cet immense service rendu par la machine bancaire mérite bien d'être récompensé; sur la masse des profits, une fraction peut alors être ristournée au capitaliste bancaire qui a si bien travaillé.

La chose se complique si les salariés de la banque prétendent être moins exploités. Alors, là rien ne va plus, il ne reste que le recours à l'Etat sous sa double forme répressive et financière.

Lucien SAINTONGE ■

## PSU et AMR

**D**ANS la région parisienne, il y a des groupes d'entreprise PSU dans les principales banques. Leurs militants sont directement engagés dans le conflit.

L'Alliance Marxiste Révolutionnaire, organisation qui a décidé d'engager un processus d'unification des socialistes autogestionnaires dans le PSU, y est aussi présente et active.

Depuis de nombreux mois, une coordination PSU-AMR du secteur bancaire fonctionne. Ses militants des deux organisations interviennent ensemble. C'est comme cela, dans la lutte, qu'on construit l'organisation politique dont le socialisme autogestionnaire a besoin. ■

## GALA DE SOUTIEN

aux grévistes du Lyonnais

vendredi 29 mars

à 21 h au BATACLAN

bd Voltaire - Paris

Colette MAGNY, Pierre DAC,

Maurice BAQUET